

Guadeloupe : « On demande un peu de respect »

mardi 24 mars 2009, par [DOMOTA Elie](#), [GURREY Béatrice](#) (Date de rédaction antérieure : 23 mars 2009).

La mise en place d'« ateliers locaux », sous la responsabilité d'un préfet *ad hoc*, Richard Samuel, marquera le lancement des Etats généraux de l'outre-mer, début avril. Nicolas Sarkozy devrait se rendre aux Antilles dans la troisième semaine d'avril. Une synthèse des travaux aura lieu à Paris fin mai ou début juin. Durant cette période, le chef de l'Etat présidera un conseil interministériel sur l'outre-mer.

Le porte-parole du LKP (Collectif contre l'exploitation), Elie Domota, qui a porté le plus long mouvement social de la Guadeloupe, du 20 janvier au 4 mars, se montre sceptique vis-à-vis des Etats généraux, qui perdront beaucoup de sens si le LKP n'y participe pas.

Le LKP participera-t-il aux Etats généraux de l'outre-mer ?

Elie Domota - Pour le moment, je ne sais pas ce que c'est. Les Guadeloupéens posent le problème de la ségrégation sociale et le gouvernement leur répond évolution statutaire. Au problème de la domination d'une communauté sur toute la population, il répond atelier sur la formation des prix. Face au racisme à l'embauche, il propose une réunion sur le dialogue social. Quand on veut noyer un problème, on crée une commission. On est dans une tradition bien française. On ne répond pas aux questions. Ce sont les Guadeloupéens eux-mêmes qui doivent trouver les voies et les moyens de leur développement et de leur avenir.

La politique de la chaise vide, n'est-ce pas manquer une occasion de mettre à plat tous les problèmes qui minent l'outre-mer ?

Les thèmes choisis ne correspondent en rien aux revendications posées. La question ce n'est pas la formation des prix mais le monopole et l'abus de position qu'exercent un certain nombre de familles depuis des décennies. Nous ne savons pas à quoi servent les Etats généraux. S'il s'agit une fois de plus de prendre les mêmes avec costume et cravate et de les mettre dans un bureau pour décider en quelques semaines de notre avenir à vingt ou vingt-cinq ans, ce n'est pas la peine. Qu'on nous fournisse une explication claire et on donnera une réponse !

Yves Jégo n'a-t-il pas promis de s'atteler au problème de la mémoire ?

Cela fait des mois que nous avons écrit à M. Jégo sur le problème de la tuerie de mai 1967 [où plusieurs dizaines d'ouvriers en grève avaient été tués par des CRS]. La seule réponse, c'est un courrier d'accusé de réception. Des historiens guadeloupéens travaillent depuis des décennies sur cette question. Jusqu'à présent, ils ont été totalement occultés. Ce dossier doit être traité par les Guadeloupéens pour les Guadeloupéens et porté par ses historiens.

Les entreprises appliquent-elles l'accord Bino qui promet 200 euros d'augmentation aux très bas salaires ?

La grande distribution, l'hôtellerie, le BTP ont signé cet accord. Les Hayot, Despointes, Lemetayer, Aubery, toutes les grandes fortunes de la place ont fini par le signer et le travail a repris. Donc il n'y

a aucune raison pour que le Medef continue à faire opposition à l'application de cet accord, ou plutôt à son extension.

Demandez-vous le paiement des jours de grève, comme dans la canne ?

Ce sont des choses qui doivent être discutées dans chaque entreprise. Dans la canne, la baisse du prix du carburant obtenue grâce au mouvement social va permettre des économies immenses. Ceux qui étaient dans la rue veulent en bénéficier.

En souhaitant que les patrons blancs s'en aillent, vous vous êtes exposé à l'accusation de racisme.

On n'a jamais dit cela ! C'est une déformation volontaire des propos, entretenue par l'UMP. Un accord a été signé pour augmenter les salaires et le pouvoir d'achat. Curieusement, les plus riches ont refusé de l'appliquer. On leur a simplement dit : si vous aimez la Guadeloupe et les Guadeloupéens, signez l'accord Bino, sinon nous resterons en grève et nous inviterons la population à n'acheter ni un clou, ni un bonbon à la menthe chez vous. C'est quand même fort : nous subissons l'exclusion au travail, la discrimination à l'embauche, dans les boîtes de nuit, on nous traite comme des « ultra-périphériques » et quand nous demandons l'égalité sociale, on nous qualifie de racistes.

Pourtant, à aucun moment dans notre histoire nous n'avons cherché à dominer qui que ce soit. Rien n'a changé en termes de rapport de classes et de races. Quelle commune en métropole accepterait qu'une entreprise s'installe et que les locaux ne puissent pas y travailler ? Nous serions bons pour la musique, pour le foot, et même pour le concours de Miss France, mais dès qu'il s'agit d'accéder à des postes d'encadrement, il y a un problème. On demande un peu de respect.

P.-S.

* Propos recueillis par Béatrice Gurrey. LE MONDE | 23.03.09 | 11h37 • Mis à jour le 23.03.09 | 13h56.